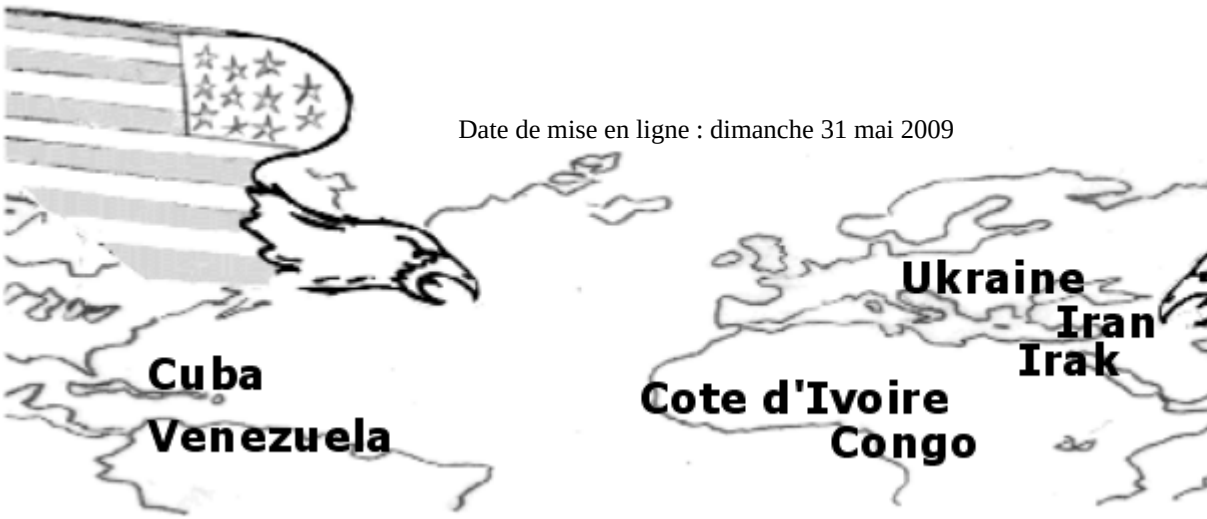


Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Histoire-de-l-Union-Europeenne.html

Histoire de l'Union Européenne

- Union Européenne -



Date de mise en ligne : dimanche 31 mai 2009

PCF : Communistes de Vénissieux

Ce texte a été écrit pour un exposé sur l'histoire de l'Union Européenne destiné aux Jeunesses Communistes du Rhône, le 15 mai 2009

L'exposé qui suit est fortement inspiré des travaux de l'historienne communiste Annie Lacroix-Riz et notamment de son ouvrage paru aux éditions du Temps des Cerises, "L'intégration européenne de la France". Du fait de sa démarche scientifique argumentée et basée sur l'étude des archives, cette camarade remet en cause bon nombre d'idées "reçues" et fait l'objet d'odieuses poursuites de la part de certains milieux européens d'extrême-droite qui ont même demandé à l'Elysée sa mise à l'écart. Egalement, l'ouvrage collectif "L'idéologie européenne" (éditions Aden) écrit par des communistes parisiens B. Landais, A. Monville et P. Yaghledjian, a été largement utilisé.

Avec l'Economie, l'Histoire est un des lieux de l'affrontement idéologique les plus intenses entre le Capital et les travailleurs. C'est pourquoi l'UE investit des sommes importantes afin de mettre sa propre histoire sous influence. De tels financements constituent une manne continue pour de nombreux "historiens" qui, de ce fait, s'assoient volontiers sur leurs principes pour inventer de toutes pièces l'histoire officielle de l'UE. Par exemple, en France, un des sujets du concours de recrutement de l'enseignement secondaire s'intitule "Penser et construire l'Europe", symbole de la désinformation lénifiante sur l'Union Européenne. Pour préparer le concours, une bibliographie officielle, d'une incroyable complaisance, est proposée aux étudiants : tous les ouvrages conseillés ont été financés par l'UE...

Hélas, depuis quelques années, la direction du PCF a adopté une attitude plus qu'ambiguë vis-à-vis de ce combat pour l'Histoire : la fuite. Dans aucun des textes officiels, notamment les textes des derniers congrès, il n'y a d'analyse historique, de mise en perspective. A un camarade d'Aubagne qui relevait ce fait dans le cadre des débats du 34ème congrès (cf. http://alternativeforge.net), il lui était rétorqué qu'il fallait oublier le XXème siècle, phénomène révélateur d'une sorte d'autophobie historique. C'est bien sûr à l'opposé de notre volonté.

En avant-propos, il faut souligner que l'idéologie européenne utilise le terme Europe évoquant le continent qui est une évidence incontestable et pérenne, alors que ce dont il s'agit, est en fait l'Union Européenne qui n'est qu'une construction humaine, une structure politico-administrative, c'est-à-dire contestable, voire jetable.

L'entre deux guerres

Selon Annie Lacroix-Riz, ni Victor Hugo, ni Charlemagne ne sont à l'origine de l'UE dont l'histoire commence en réalité au début du siècle dernier. Après la guerre de 1914-18, les impérialismes français et anglais veulent profiter de l'avantage de la victoire pour se développer au détriment de l'Allemagne et leur ravir la domination industrielle sur le vieux continent : cette démarche sera appelée la "paix dure". Mais les Etats-Unis qui sont liés à l'Allemagne par le biais de quantités importantes de capitaux investis avant 1914 dans des secteurs très modernes (industries électriques, chimiques...), veulent s'installer durablement sur le continent qui leur est jusqu'à présent fermé. La "paix dure" qui risque de favoriser un impérialisme concurrent au détriment de l'Allemagne ne leur convient pas. Les Etats-Unis vont donc faire pression sur la France en menaçant de s'attaquer à sa monnaie, le franc. Ainsi, la France finira par céder, aboutissant à la signature des accords de Locarno en octobre 1925, confirmés quelques années plus tard par le plan Young, dit "plan de paix" (1929). Par ces deux actes, les Etats-Unis imposaient aux vainqueurs de la guerre de 14-18, le renoncement à toute réparation de l'Allemagne. Pour l'historienne, ces deux évènements orchestrés par les Etats-Unis donnent le point de départ de la création future de l'UE ; en favorisant un

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

rétablissement rapide de l'Allemagne, de tels accords permettaient ainsi aux Etats-Unis de préserver leurs intérêts, d'investir le continent européen qui leur était jusqu'alors peu ouvert et de s'imposer comme le grand vainqueur du premier conflit mondial. Il faut souligner que les Etats-Unis avaient déjà défini en janvier 1918 ce que pourrait être la vie économique du vieux continent au travers du 3ème des 14 points de Wilson, alors président des Etats-Unis : "Retrait, autant que possible, de toutes les barrières économiques, et établissement d'une égalité des conditions de commerce parmi toutes les nations désirant la paix et s'associant pour la maintenir". Derrière cette proposition, on voit déjà poindre le marché libre et non faussé et la libre circulation des capitaux...

Poincaré, alors président du Conseil, est l'homme fort de l'époque. Et c'est l'homme politique français qui va céder aux Etats-Unis, et qui le fera d'autant plus facilement qu'il est un homme du "Comité des Forges" [1], l'ancêtre de la scandaleusement célèbre UIMM. Or ce sont en fait les maîtres du Comité des Forges, les dynasties sidérurgiques De Wendel et Laurent de Lorraine qui ont sifflé le départ de cette politique d'entente avec l'Allemagne. Pour l'historienne, ce sera le 1er acte de la débâcle française de 1940. Selon la CGT de l'époque, "le gouvernement [était] aux ordres du Comité des Forges" au point que ce dernier nommait lui-même régulièrement l'ambassadeur de France à Berlin. C'est ainsi qu'en septembre 1931, André-François Poncet, homme lige des dynasties sidérurgiques, deviendra un ambassadeur zélé du rapprochement franco-allemand. Il jouera même un rôle actif après 1945 dans la création de ce qui deviendra plus tard l'Union Européenne. Il fut à l'origine d'une "commission pour le rapprochement économique franco-allemand" créée en octobre 1931. Après 1925 et suite au coup d'arrêt de la "paix dure", imposé par les Etats-Unis, les capitalistes français vont consolider les associations de capitaux franco-allemands préexistantes (depuis 1870) et construire des cartels internationaux, notamment le Cartel de l'Acier (en septembre 1926), ancêtre de la CECA et de l'Union Européenne. Le Comité des Forges préconisait tellement une étroite collaboration avec l'Allemagne qu'il accepta aisément que le Reich se taille la part du lion dans ce cartel avec 47% des quotas de production et seulement 32% pour la France. Le même processus de soumission eut lieu avec l'industrie chimique : le "cartel provisoire franco-allemand" entre Kuhlman et IG Farben fut créé en novembre 1927 auquel vint se joindre la chimie Suisse en 1929. L'accord portait sur le contingentement de la production des deux parties, la répartition des marchés et la suppression de la concurrence. Etait ainsi établi pour 40 ans (de 1929 à 1968) "une communauté d'intérêts et une collaboration particulièrement étroite" selon les termes du Quai d'Orsay. Le comité des Houillères participera aussi à la formation de cette faction patronale pro-allemande. Une banque sera même créée (précurseur de la Banque Centrale ?), la Banque des Règlements Internationaux, constituant la partie financière du rapprochement. Toutes ces années ont ainsi généré une sorte de collaboration idyllique entre capitalistes allemands et français qui va prospérer durant l'ère hitlérienne. De cette manière, l'Allemagne allait redevenir rapidement le plus important producteur européen et mondial dans les principaux domaines industriels, lui permettant notamment d'activer fortement son réarmement.

Parallèlement, il faut aussi tenir compte du contexte : la révolution bolchevique est victorieuse en 1917 en Russie et aura des conséquences importantes sur le mouvement ouvrier, notamment en France. Car toutes ces mesures de rapprochement franco-allemand s'effectuaient côté français, en référence à la politique allemande de pression énorme sur les salaires, le capital variable. La nécessité de réduire les salaires étaient une obsession de la pratique et de la propagande patronale afin de libérer les profits, ce qui est une marque de fabrique du capitalisme au-delà des époques... Or, en 1933, le Reich régla par la force la question du rapport entre salaire et profits, suscitant l'admiration des milieux d'affaires français. Ce furent les "partisans de l'inflation" des prix et des profits au rang desquels se trouvaient les hitlériens les plus exaltés, victorieux politiquement, qui écrasèrent les salaires. Cela soulevait l'admiration des capitalistes français. Car, les travailleurs français prirent le chemin inverse des allemands en 1936 avec le Front Populaire, accroissant pour quelques temps, leur part dans le revenu national. Cela eut le don d'augmenter le prestige de la politique du Reich auprès des capitalistes français. Il est intéressant de noter que les capitalistes français appelaient à "un effort intensif de travail", "le seul moyen des travailleurs de défendre leur niveau de vie étant d'allonger leur temps de travail" ; dit autrement, cela rappelle un certain "travailler plus, pour gagner plus".

Toute cette logique, de résistance du côté du peuple de France et d'admiration du capital français envers les possibilités de surexploitation qu'offrait la politique allemande, allait amener à une certaine complaisance, voire

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

même complicité des capitalistes français vis-à-vis de l'agression hitlérienne. Notamment, la Haute Banque française déclara définitivement la priorité au combat contre "l'ennemi intérieur" (la contestation communiste) sur "l'ennemi extérieur" (surtout l'Allemagne). Sans état d'âme, la Banque de France souscrira même à la saisie allemande des réserves d'or des banques centrales d'Autriche en 1938 puis de Tchécoslovaquie en 1939. Pour eux, la guerre et son issue ne faisaient aucun doute et ils les souhaitaient.

La deuxième guerre mondiale

Pour les historiens sous influence des subsides de l'UE, c'est une affaire taboue. Ils opèrent sur cette période un black-out total, d'autant plus qu'elle permettrait de faire le lien entre le capitalisme, le nazisme et la genèse de l'Union Européenne.

Une fois la débâcle française achevée, l'occupation fit triompher la solution européenne à l'allemande. Les capitalistes y trouvaient leur compte, même si la rancoeur héritée de la défaite de 1914-18 agitait chez l'occupant un esprit de revanche. Cela n'empêcha pas la poursuite des cartels existants, la création de nouvelles associations de capitaux pour de nouveaux cartels (associations conclues en Suisse pour des raisons fiscales et juridiques). Aux secteurs préexistants, vinrent se joindre les secteurs de l'automobile et des assurances. "Seule dans sa masse, la classe ouvrière est restée fidèle à la patrie profanée" asséna F.Mauriac à la Libération. Les banquiers français, parmi les plus collaborationnistes, disaient rêver, comme le Reich, d'unité "monétaire continentale". L'un des leurs alla jusqu'à dire, le 10 septembre 1941, lors d'une réception à l'ambassade d'Allemagne, son "espoir que les plans allemands seraient assez vastes pour décider la suppression des frontières douanières et créer une monnaie unique pour l'Europe". Pour les capitalistes français, les réparations de guerre exigées par l'Allemagne n'étaient rien comparées à l'effroyable épouvantail des salaires que l'occupant avait aidé à vaincre au service des profits capitalistes (baisse de moitié des salaires ouvriers entre 1940 et 1944).

Devant l'évolution de la situation et notamment la résistance de l'URSS et des peuples, les américains vont anticiper et préparer activement la suite des opérations bien avant la fin de la guerre. La plupart des capitalistes français sent le vent venir et se rapproche des Etats-Unis : la Banque de France perçoit bien le message de la "libération du commerce" sur fond de domination du dollar et anticipe. Pendant la guerre, les Etats-Unis n'étaient pas totalement exclus, car ils avaient beaucoup investi et prêté à l'Allemagne, les profits étant multipliés en temps de guerre. On se rappelle l'évocation récente dans les médias de l'enrichissement de la famille Bush sur le dos de la guerre et grâce à ses investissements dans l'Allemagne nazie. Mais devant la tournure des évènements, les Etats-Unis retirent leurs hommes de confiance d'Allemagne. Des collabos français connus (Paul Baudoin, F. Le Hideux) deviennent subitement proaméricains. Les capitalistes français, quant ils le peuvent, se réfugient vers les capitalistes américains.

L'après-guerre

Après la défaite de l'Allemagne nazie, les EU se sont renforcés économiquement et militairement et ont acquis des positions de puissance en Europe. Ils sont en mesure de fixer le sort des pays européens, notamment au travers du Plan Marshall. Leur objectif est d'obtenir ce qu'ils n'ont pu obtenir dans les années 20 : l'union douanière avec l'ouverture du marché à leurs capitaux ainsi que l'accès aux colonies des impérialismes européens (principalement français, allemands et anglais). Cette union aura une vedette : l'Allemagne qui bénéficiera de la priorité pour la reconstruction. En effet, l'Allemagne est le partenaire historique des Etats-Unis, accueillant leurs capitaux depuis les années 1920 ; les Etats-Unis leurs attribuent donc le rôle moteur d'un marché européen unifié. De plus, pour les Etats-Unis, l'objectif est non seulement économique, mais aussi désormais militaire devant l'affirmation de l'URSS : il

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

leur faut aider à reconstruire sur le vieux continent une force capable de la contenir. En France, les capitalistes américanisés étant toujours très dociles, pourvu qu'on leur garantisse leurs profits, à l'exception des milieux gaullistes, vont non seulement accepter ce diktat, mais encore participer activement à sa réalisation. Toutefois, ces objectifs, notamment la volonté de réarmer l'Allemagne, vont se heurter à des résistances importantes, essentiellement grâce aux communistes et aux gaullistes. La CED (Communauté Européenne de Défense) qui prévoyait une armée européenne commune fut repoussée par le Parlement le 28 août 1954.

Ainsi, la volonté de reconstruire l'Allemagne rapidement et d'en faire une priorité n'est pas du goût d'une partie de la droite française. Au ministère des Affaires étrangères, Bidault est alors remplacé en 1948 par le fameux Robert Schuman, soi-disant "Père de l'Europe", le saint des saints pour le Capital. C'était un homme du Comité des Forges, promu par les De Wendel, homme d'extrême-droite ayant largement collaboré avec les nazis et leur idéologie (dirigeant de l'Action Catholique Mosellane). Cet homme s'était compromis dans l'avant-guerre, ayant voté les pleins pouvoirs à Vichy : il sera déclaré inéligible en septembre 1945, mais fut miraculeusement épargné par la suite... C'est lui qui va avec Jean Monnet, l'homme des américains, imposer aux français la CECA.

Le manque de transparence, le caractère antidémocratique et le pouvoir absolu des technocrates vont donner dès le départ le ton à la démarche des capitalistes. Le Plan Schuman est préparé dans le secret le plus total. Jean Monnet réunit neufs technocrates le 15 avril 1950 pour écrire une première ébauche. Ils sont dépourvus de tous mandats : Monnet les appelle les "conjurés". Au gouvernement français personne n'est au courant, sauf... le Secrétaire d'Etat américain. Et après l'avoir fait approuvé dans l'urgence au Conseil des Ministres, Robert Schuman rend public l'offre de la France à l'Allemagne de mettre en commun leur production de charbon et d'acier le 9 mai 1950. Le traité sera signé le 18 avril 1951 : est créé un marché commun pour le charbon et l'acier (suppression des droits de douane et des restrictions quantitatives). La libre concurrence est affichée comme un principe intangible. Six pays participent (France, RFA, Italie et Bénélux). La ratification ne s'effectue pas aisément : opposition des communistes et des gaullistes, vote pour des socialistes. Les Etats-Unis envoient un message de soutien : "Les Etats-Unis ont l'intention de donner à la CECA un fort appui justifié par l'unification politique et économique de l'Europe". Ils considèrent ce marché commun comme la base économique de l'OTAN. Les premières conséquences de "l'Europe" vont se faire sentir par les effets du dumping social : 25% des effectifs de mineurs seront supprimés entraînant des luttes très dures.

Le traité de Rome :

Après l'échec de la CED, le processus d'intégration politique et économique est rapidement relancé. Les 6 ministres de la CECA se réunissent le 1er juin 1955 et unifient leurs économies nationales dans un marché commun (libre échange entre pays + tarif douanier extérieur commun) appelé la Communauté Economique Européenne (CEE), le 25 mars 1957. Sont affirmées les célèbres 4 libertés de circulation : celles des marchandises, des personnes (en fait de la main d'oeuvre), des capitaux et des services. Est mis en place le fonctionnement actuel de l'UE, avec une Commission exécutive nommée qui a des pouvoirs démesurés, un Conseil des ministres rassemblant les représentants des états membres et une Assemblée qui sera élue quelques années plus tard avec l'aide de Giscard D'Estaing et de Chirac (1978). Le PCF seul, dénonce le Marché Commun comme étant la mise en place d'une "Europe à l'échelle des trusts" construite dans l'intérêt des gros capitalistes. Rappelons que ce traité établit que la concurrence ne doit pas être faussée (Article 3).

Les "socialistes" quant à eux, diront en novembre 1962, lors du 5ème congrès des PS de la CEE : "La CEE va permettre un essor économique constant, un développement harmonieux de toutes les branches de l'économie en général, évitant toute autarcie ; le plein-emploi ; la stabilisation des prix ; l'équilibre de la balance des paiements et la stabilité monétaire ; la répartition plus équitable des revenus et des richesses afin de permettre une amélioration constante du niveau de vie et des conditions de travail, et l'utilisation totale des qualités et capacités de chacun".

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

L'idéal international du PS a désormais un nom : le Marché Commun. Leur objectif n'est plus le socialisme, mais de "construire l'Europe".

Le traité de Rome va permettre le développement du dumping social (délocalisations avant l'heure) et la pénétration du marché européen par les capitaux américains. Il va aussi permettre une habitude : prendre prétexte des exigences de la concurrence européenne pour s'attaquer aux acquis sociaux.

Autres étapes :

- Le 1er janvier 1973 : 1er élargissement. Le nombre de pays passe de 6 à 9 (GB, Danemark et Irlande). Les communistes votent contre.

- 1978 : élection du Parlement européen au suffrage universel ; Chirac affirme que c'est "un élément nécessaire de la construction européenne" : tiens, si les représentants du Capital tiennent un tel discours, cette élection ne serait-elle qu'un alibi, et l'Assemblée, un Parlement croupion ?

- 1986 : l'Acte Unique européen (libre circulation des capitaux).
- 1992 : traité de Maastricht (Banque centrale européenne et euro).

Ces deux derniers actes auront un rôle fondamental dans l'explosion du capitalisme financier en Europe et dans la crise actuelle.

Conclusion

Les principaux enseignements de cet exposé sont au nombre de trois :

- Tout d'abord, la création de l'Union Européenne n'est en rien un contrepoids à la puissance des Etats-Unis qui en sont les initiateurs ;

- L'histoire de cette structure supranationale est l'histoire de la recherche incessante du capitalisme à se redéployer pour doper la surexploitation et les taux de profits : il y a donc incompatibilité totale entre l'Union Européenne et le mot "social" ;

- Inutile de chercher une quelconque démarche démocratique dans son histoire, toute sa construction s'est faite dans le dos des peuples [2]. Son fonctionnement doit progressivement dessaisir toute souveraineté du peuple ; un exemple récent nous est donné avec le rapport Balladur prévoyant la mort des communes.

Autre enseignement, les communistes ont combattu très justement dès le départ cette créature du Capital : pourquoi la direction du PCF joue-t-elle depuis la mutation de Robert Hue une intégration modèle ? Pourquoi en vient-elle à se mettre en ordre serré derrière cet aventurier réformiste, beau parleur qu'est Mélenchon, celui-ci affirmant le 21 avril 2009 lors d'une interview sur BFM-TV : "Le problème de l'Europe n'est pas ce qu'elle était au départ, mais ce qu'elle est devenue chemin faisant" ?

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

[1] Au début du 20ème siècle, la métallurgie, principalement la production de l'acier, et le charbon (ces deux secteurs étant intimement liés) ont une importance économique prédominante. Le "Comité des Forges" regroupe les patrons de la métallurgie, c'est-à-dire les principales fortunes capitalistes de l'époque, et peut être considéré comme le Medef de l'époque

[2] Le traité de Maastricht sera soumis à référendum en 1995, mais Mitterrand manoeuvrera à son habitude et lancera la campagne juste avant les vacances pour un scrutin qui aura lieu le 20 septembre, juste avant que les courbes du oui et du non puissent se croiser au fil du débat passionné que se livreront les français contre des médias aux ordres.

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux